

Actualités politiques

2008, 5 novembre... sur les radios privées de l'île Maurice, l'élection de Barack Obama est vite éclipsée par le jugement des Law Lords du Privy Council confirmant un jugement précédent de la Cour Suprême de Maurice, invalidant l'élection d'Ashok Jugnauth comme député de la circonscription No 8 (Moka-Quartier Militaire). L'élection de ce dernier avait été contestée par le candidat battu de l'Alliance Sociale, Raj Ringadoo, sur la base de témoignages recueillis quant au trafic d'influence pour soudoyer les électeurs durant les élections générales – notamment à travers le recrutement d'une centaine de Health Care Assistants dans la circonscription et l'achat d'un terrain pour l'agrandissement du cimetière Musulman de la région par l'ex-ministre de la santé.

Comme le soulignaient les observateurs politiques, ce jugement, en ouvrant la perspective d'une élection partielle, mettait tous les états majors politiques dans un singulier embarras. A commencer par l'alliance sociale qui avait pourtant mis l'affaire en cour. L'Express titrait en première page le lendemain 'Le PTr pris à son propre piège ?' Le chef du gouvernement, Navin Ramgoolam a depuis annoncé la tenue d'une partielle. Mais une élection partielle comporte le risque d'une défaite électorale à quelque mois des élections générales. En outre, les tractations en ce qu'il s'agit des alliances électorales sont toujours en cours. Certains évoquaient alors des élections générales anticipées pour contourner la partielle, comme ce fut le cas en 2005.

Le principal parti de l'opposition, le MMM, était en fait le plus embarrassé : D'abord le MMM ne pouvait prétendre remporter seul une partielle dans une circonscription à forte prédominance hindoue. Mais le choix de l'alliance pour les prochaines élections générales n'a pas encore été arrêté définitivement. Et soutenir Ashok Jugnauth qui dispose certes de solides assises dans la circonscription et qui a déjà annoncé sa candidature pour 'laver son honneur' (ayant été poursuivi au Civil, il n'est point disqualifié comme candidat aux élections) rendrait une alliance future avec le MSM de Pravind Jugnauth encore plus difficile et, précipiterait, selon certains observateurs, une alliance PTr/MSM. Il est vrai que le MMM, ayant annoncé son soutien à Ashok Jugnauth, évoque surtout la possibilité d'élections générales anticipées. Au dernier congrès du MMM tenu le 30 novembre 2008, les dirigeants du parti ont surtout critiqué Pravind Jugnauth pour ses ambitions jugées démesurées et annoncé que, pour les prochaines élections générales, le MMM sera le senior partner de toute alliance et présentera Paul Bérenger comme éventuel Premier Ministre. Ce dernier a souhaité que le MMM travaille de concert avec le Parti Travailleiste sur une réforme électorale qui, en introduisant une dose de proportionnelle, encouragerait les grands partis à aller d'abord plus ou moins seuls aux élections générales quitte à conclure des alliances post-électorales pour gouverner. Ce qui, selon lui, réduirait le MSM à sa juste proportion.

Pour le leader du MSM, Pravind Jugnauth, une élection partielle offre la perspective d'une entrée triomphale au parlement mais une lutte à trois pourrait amener une lourde défaite à quelques mois des élections générales où il a déjà fait valoir son ambition de se présenter comme Premier Ministre d'une alliance MSM/MMM. Il est vrai qu'il a annoncé finalement sa candidature le 28 novembre 2008, en prenant pour cible.... le leader du MMM.

Ainsi l'affaire Ashok Jugnauth nous offre un éclairage certain sur les dynamiques de la vie politique mauricienne depuis les élections de 2005.

Flashback sur les événements.

Le 3 juillet 2005, l'Alliance Sociale, composée d'un large éventail de partis (PMXD de Xavier Luc Duval, le MR de Rama Valayden, Les Verts-Fraternels de Sylvio Michel, le MSD d'Anil Baichoo, le MMSM de Madun Dulloo) sous le leadership de Navin Ramgoolam du PTr remportait une victoire sans conteste aux élections législatives-38 (+ 4 best losers) députés élus contre 22 (+ 2 best losers) à l'alliance MSM/MMM et le PMSD dirigée par le tandem Paul Bérenger/Pravind Jugnauth.

A Rodrigues, l'Organisation du peuple Rodriguais de Serge Clair remportait les élections.

Mais plusieurs faits sont à retenir.

D'abord la victoire de l'Alliance Sociale n'est que d'une faible marge : 49% contre 43% à l'alliance MSM/MMM et le PMSD. Cependant, elle est amplifiée par le système de 'first past the post' : 61.3% de députés à l'Alliance Sociale contre 35.5% à l'ancienne équipe gouvernementale.

Deuxième fait notable : L'Alliance Sociale remporte des sièges à la fois dans les circonscriptions rurales et urbaines. Des régions urbaines autrefois sous contrôle du MMM, notamment à Port Louis, à l'instar de la circonscription No 3 (comprenant la Plaine Verte) élisent des députés de l'alliance sociale. Pour certains observateurs, cela signifiait un net glissement de l'électorat musulman vers le PTr résultant de la présentation d'un co-religionnaire, le Dr Rashid Beebeejaun, comme Vice-premier Ministre. Navin Ramgoolam rééditait ainsi l'alliance PT/CAM de feu Sir Seewoosagur Ramgoolam et Sir Razack Mohamed.

Mais l'alliance MSM/MMM remporte quelques sièges dans certaines circonscriptions rurales notamment au No 14, où Alan Ganoo est élu, au No 10 où Ajay Guness est élu et au No 8 où Ashok Jugnauth est élu en tête de liste.

Autre fait marquant : le leader du MSM Pravind Jugnauth, pourtant présenté comme Premier Ministre dans le cadre d'un arrangement à l'israélienne avec Paul Bérenger, est battu par 38 voix et restera hors du Parlement. Cependant, à la faveur de la répartition des tickets aux élections législatives, les députés du MSM se retrouvent en nombre supérieur au Parlement aux députés du MMM mais ce dernier au départ pouvait compter sur le député et leader du PMSD, Maurice Allet.

Paul Bérenger fut néanmoins désigné unanimement leader de l'opposition et implicitement devenait le challenger de Navin Ramgoolam. Les difficultés et les déboires de l'opposition furent amplifiés par les élections municipales qui s'ensuivirent le 2 octobre 2005 : l'alliance MSM/MMM/PMSD fut totalement laminée et pour la première fois depuis 1977, le MMM ne contrôlait aucune des villes du pays, ne faisant élire aucun conseiller municipal. La direction des partis de l'opposition attribuait alors cette cinglante défaite à la politique répressive du gouvernement d'alors qui, dès son arrivée au pouvoir, enclencha une politique de chasse aux sorcières ('lev paké allé') à l'encontre des nominés ou des proches de l'ancien gouvernement dans les corps para étatiques. De même, le Président de la République, Sir Aneerood Jugnauth, dont l'épouse fut accusée d'avoir soutenu son fils publiquement pendant la campagne électorale – fut l'objet de plusieurs humiliations publiques pour le contraindre

à démissionner. Ainsi la prestation de serment du nouveau Cabinet ministériel fut tenue à la place du quai devant une foule de partisans de l'alliance victorieuse qui n'hésitèrent pas à conspuer le chef de l'état. De même, au départ, le Premier Ministre refusa de se rendre à la réunion hebdomadaire avec le Chef de l'état pour l'informer de l'agenda du Cabinet Ministériel.

Cependant d'autres observateurs soulignaient que la défaite de l'alliance MSM/MMM/PMSD résultait d'une série de mesures populaires prise par l'alliance gouvernementale durant les premiers 100 jours de son mandat , à l'instar du transport gratuit pour les étudiants et retraités.

Cependant, les réalités économiques reprurent très vite le dessus : l'île Maurice en ce début du 21ème siècle fait face à de nombreux défis notamment avec le démantèlement de l'accord multifibre, la baisse annoncée du prix du sucre avec la réforme du régime sucrier ACP/UE et la montée en puissance de compétiteurs. Dans ce contexte difficile , Rama Sithanen, le Ministre des Finances, tout en consolidant les secteurs identifiés par l'ancien régime – Integrated Resort Schemes, Seafood Hub, Cyber Island – va prôner courageusement une politique d'ouverture tout azimut en améliorant le climat des affaires et les incitations aux investisseurs étrangers. Le Corporate Tax fut ainsi réduit à 15% et les procédures pour l'obtention d'un permis de résidence et d'opération rendues moins aléatoires.

Quand au budget de l'état, le but annoncé est la réduction du déficit budgétaire par un contrôle strict des dépenses, l'augmentation des revenus de l'état et la refonte de l'état providence, notamment à travers un recentrage des subsides aux frais d'examens de fin d'études du cycle secondaire, et des réductions des subsides sur les denrées alimentaires. De même, la National Residential Property Tax mit fin à l'immunité de la taxe immobilière des régions rurales.

A travers la refonte de l'impôt sur les revenus, un grand nombre de salariés sont désormais non-imposables mais des abattements fiscaux, notamment pour les financements des études supérieures ou pour la construction d'une première résidence sont abolis, alors que l'impôt est désormais perçu sur les intérêts bancaires.

En outre, pour stimuler l'exportation, on assista à une véritable dépréciation de la roupie – dépréciation qui, si elle aidait à renflouer les caisses de l'état à travers l'augmentation de recettes de la TVA – suscita une véritable cascade d'augmentation des prix et du coût de la vie, entraînant un net déclin dans la popularité du gouvernement.

Ces mesures amenèrent une véritable crispation au sein de la société mauricienne et l'on vit plusieurs manifestations de salariés, d'étudiants et de syndicats. Au sein de l'Alliance Sociale, plusieurs voix se firent alors entendre contre la politique du Ministre des Finances, notamment de la part de ceux prônant la démocratisation de l'économie.

Le Premier Ministre refusant de prendre une position nette et claire, Rama Sithanen soumit sa lettre de démission au Premier Ministre le 15 février 2007 suite à une divergence autour du choix du gouverneur de la banque de Maurice. Mais il reprit son poste après consultations avec le chef du gouvernement. Ces événements avaient permis de confirmer le soutien du secteur privé à la réforme et à celui qui avait été consacré 'l'homme de l'année' par le quotidien l'Express à la fin de 2006

Pourtant, certaines mesures allant dans le sens de la démocratisation économique entraînent une crispation entre le secteur privé et le gouvernement, notamment avec la décision de 'casser les monopoles' à travers l'importation de certaines denrées telle le lait et du ciment par le State Trading Corporation.

Ensuite, les débats autour du plan de la restructuration de l'industrie sucrière avec l'état insistant, en contrepartie de son soutien, sur la cession de 2000 arpents de terre et la redéfinition des termes de l'accord entre le CEB et les Centrales Thermiques quant à la vente de l'électricité produite à partir de la bagasse –amenèrent une nette détérioration des relations entre l'état et le secteur privé traditionnel.

Cependant, l'opposition n'arrive pas à profiter pleinement des difficultés du régime en raison de la crise qui la secoue à partir de mai 2006. En effet, après la défaite aux élections municipales, d'un commun accord, l'alliance MMM/MSM/PMSD fut enterrée. Chaque parti pouvait ainsi mieux se consolider sur le terrain tout en coordonnant leurs activités au niveau du Parlement. Cependant, le MMM, le MSM et le PMSD firent une lecture totalement différente des causes de la défaite et des leçons à tirer des dernières législatives. Pour le MMM, s'il est vrai que la présentation du Dr Rashid Beebeejaun comme Vice-Premier Ministre avait amené le glissement d'une partie de son électorat traditionnel vers le PTr, la véritable cause de la défaite résidait dans le faible poids du jeune Pravind Jugnauth dans l'électorat hindou. Il était donc nécessaire que le MSM puisse aligner un autre candidat au poste de Premier Ministre, dans le cadre d'un arrangement à l'israélienne avec le MMM. Pour Paul Bérenger le candidat idéal serait Ashok Jugnauth, en raison de son image proche de celle de son frère aîné, Sir Aneerood Jugnauth . Dans un tel scénario, Pravind Jugnauth deviendrait le Speaker de l'assemblée nationale avant de revenir sur la scène politique comme éventuel Premier Ministrable dans le moyen terme. Pour le MSM cette proposition était perçue comme une insulte à son leader et comme une tentative de déstabilisation. Selon ses analyses, le bilan du gouvernement MSM /MMM/PMSD était très flatteur mais la formule de partage de pouvoir à l'israélienne, avec la perspective de Paul Bérenger comme Premier Ministre, avait effarouché le gros de l'électorat hindou. Ainsi, toute prochaine alliance MMM/MSM devrait présenter Pravind Jugnauth comme Premier Ministre pour toute la durée du mandat de 5 ans.

Le rassemblement du 1er mai fut l'occasion du déclenchement de la crise. Pravind Jugnauth insista pour être le dernier orateur au rassemblement commun comme pour bien souligner ses ambitions. Finalement, les partis de l'opposition firent des rassemblements séparés.

Mais la surprise vint du PMSD, de Maurice Allet, renforcé par l'arrivée du député MMM Eric Guimbeau en délicatesse avec Paul Bérenger. Faisant le constat que les électeurs de la population générale, notamment ceux du no. 17(Curepipe/Midlands) et du No. 20 (Beau-Bassin/Petite Rivière) risquaient de payer les frais de leur soutien massif à l'opposition, le PMSD decida en avril 2006 de soutenir l'Alliance Sociale de Navin Ramgoolam, qui se posait en rassembleur La décision du PMSD de soutenir l'alliance gouvernementale mit le MMM en minorité face au MSM au parlement, et ce dernier decida alors de réclamer le poste de leader de l'opposition. Mais le choix de Nando Bodha comme leader de l'opposition MSM amena la défection d'Ashok Jugnauth. Ce dernier fonda l'Union Nationale et soutint le MMM, qui songeait alors à le présenter comme Premier Ministre. Cependant

la cour suprême, en invalidant son élection, mit fin à ses ambitions premier ministérielle. Ashok Jugnauth décida alors de faire appel du jugement au Privy Council.

Avec les difficultés d'Ashok Jugnauth, certains au MMM tentèrent une réconciliation avec le MSM de Pravind Jugnauth mais l'obstacle principal demeure selon ce dernier la nécessité de rétablir la confiance entre les deux partis, ébranlée d'avantage par la défection du député Shekar Naidu du MSM. Ce dernier siège en indépendant mais sa défection fut imputée aux manigances du MMM par Pravind Jugnauth. Mais en fait, Pravind Jugnauth insiste surtout à être le leader de toute alliance MSM/MMM, et ainsi accéder au poste de Premier Ministre pour toute la durée du mandat et cela afin de prendre en ligne de compte 'les réalités du pays'.

Quant au MMM, une option envisagée est d'aller seul aux élections générales, en alliance avec d'autres petits partis tout en marginalisant le MSM. C'est ainsi que le parti a entamé une campagne de recrutement chez certains notables de la communauté hindoue tout en acceptant le retour au bercail d'anciens militants qui avaient pourtant farouchement combattu le MMM dans le passé, à l'instar de l'ex-ministre des finances, Vishnu Lutchmeenaraidoo, aujourd'hui le porte-parole du parti sur les dossiers économiques. C'est dans ce contexte que le conseiller du Premier Ministre, Dinesh Ramjuttun provoqua sa propre révocation en octobre 2007 par des déclarations intempestives, pour soutenir Paul Bérenger et le MMM. Ce dernier était redevenu leader de l'opposition le 25 septembre 2007 suite à la décision du PMSD de quitter l'alliance gouvernementale en réaction à certaines déclarations controversées de Navin Ramgoolam. Finalement, le 17 mars 2008, Madun Dooloo fut révoqué en tant que Ministre des Affaires Etrangères après avoir publiquement déclaré son mécontentement face au chef du gouvernement et la décision de son parti de laisser toutes les options d'alliance ouvertes. Il réintégra par la suite le MMM et certains lui prédisent un destin national au sein du parti.

A la veille du 1er mai 2008, l'alliance sociale semblait affaiblie et le MMM complètement revigoré, les sondages allant même jusqu'à créditer son leader comme Premier Ministre préféré des Mauriciens devançant Navin Ramgoolam. Cependant, les sondages démontrent une constante : aucun parti ne peut prétendre gagner seul les élections générales : une alliance MSM/MMM remporterait les élections générales, loin devant l'alliance sociale.

Mais une alliance PT/MMM et une alliance PT/MSM ferait de même. Toutefois, le nombre d'indécis reste très élevé.

L'alliance sociale a depuis pris certaines mesures pour redresser la barre. D'abord le budget 2008–2009, bien que se situant dans la continuité de la réforme, a été bien reçu par la population, notamment en raison de l'augmentation des dotations budgétaires pour le social. Le Ministre des Finances évoquait alors un early harvest.

De même, la mise en application des recommandations du Pay Research Bureau sur la révision salariale des employés de l'état a été l'occasion d'une réconciliation de l'alliance sociale avec une partie de sa base traditionnelle.

La popularité du gouvernement a été certes entachée par certaines affaires dont la révocation–démission de l'ex contrôleur des Douanes, Bert Cunningham qui évoqua haut et fort le blocage des

institutions dans le combat contre la fraude et la corruption, l'affaire Boscalis où suite à une enquête de l'ICAC deux proches du pouvoir, furent arrêtés et poursuivis pour corruption et les allégations d'ingérence dans les enquêtes policières autour d'une mafia pourvoyeuse de drogue. Ensuite, il y eut le jugement de la Cour Suprême confirmant que la constitution ne prévoyait qu'un seul Vice-Premier Ministre et qu'un Attorney Général non élu ne pouvait être Ministre de la Justice. Ce qui amena, pour corriger les anomalies anticonstitutionnelles, un remaniement ministériel –longtemps dû suite à la révocation de Madun Dulloo –et un texte de loi pour légaliser la pratique de nommer plusieurs Vice-premier ministres suivant le principe de la représentation symbolique et ethnique au sommet de l'état.

Le remaniement ministériel fut l'occasion pour le pouvoir de consolider ses assises en milieu rural, provoquant par la même les critiques de la Fédération des Créoles Mauriciens du Père Jocelyn Grégoire.

Ce dernier, pourtant jugé par certains proches du MMM comme pouvant être le cheval de Troie de l'alliance sociale au sein de l'électorat créole du MMM, avec son slogan que les Créoles ne devraient plus être le dépôt fixe d'aucun parti politique, s'insurgea contre la sous représentation des créoles au sein du cabinet - sous représentation amplifiée, selon lui, par la décision du Premier Ministre de reconduire Sir Aneerood Jugnauth à la présidence à la fin de son mandat prévue pour septembre 2008.

La reconduction de Sir Aneerood Jugnauth faisait partie de la stratégie d'une alliance affaiblie, qui voulait ainsi neutraliser un adversaire potentiel. Mais ouvrait-il la voie à une alliance PTr/MSM ? Cela fut vite démenti par Pravind Jugnauth. Le MSM se trouvait cependant revigoré et se présenta comme le joker de la scène politique mauricienne.

A l'île Maurice, c'est le jeu des alliances qui détermine l'issue des élections générales en raison du système de first pass the post. Aujourd'hui, cependant, la situation reste bloquée car un seul des trois partis (le MMM) a accepté ouvertement le principe d'un partage de pouvoir à l'israélienne pour les prochaines législatives. Dans ce contexte, certains ont émis le souhait d'un gouvernement d'unité nationale pour faire face à la crise économique qui s'annonce déjà avec la récession dans les marchés traditionnels du pays. D'autres y voient même l'occasion d'une transformation radicale du système politique et l'adoption du modèle autoritaire singapourien. Car selon eux, le jeu politique à Maurice est faussé par l'existence de trois partis prônant la même idéologie et le même programme mais qui dans leur course vers le pouvoir, favorise l'ethnopolitisme et inévitablement les lobbies sectaires. Par contre d'autres préconisent une refonte du système électoral qui, tout en corrigeant diverses anomalies, encouragerait des alliances post électorales. Néanmoins, pour certains la solution réside aussi dans plus de transparence et plus de démocratie. Et le jugement des Law Lords est surtout l'occasion de moraliser la vie politique en consolidant les institutions démocratiques du pays.